Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 1205-9145

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 2008
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, avril 2008 2

La valeur totale des permis de bâtir s'est fortement accrue en avril, les intentions de construction ayant augmenté dans toutes les provinces, ainsi que dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Les entrepreneurs ont pris pour 6,4 milliards de dollars de permis, en hausse de 14,5 % comparativement à mars. Il s'agit du montant le plus élevé observé depuis octobre 2007.

Enquête sur les véhicules au Canada, octobre à décembre 2007 6

Enquête sur les industries de services : divertissement et loisirs, 2006 6

Location, location à bail et gestion de biens immobiliers, 2006 7

Enquête sur le milieu de travail et les employés, 2005 8

Nouveaux produits 9

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Communiqués

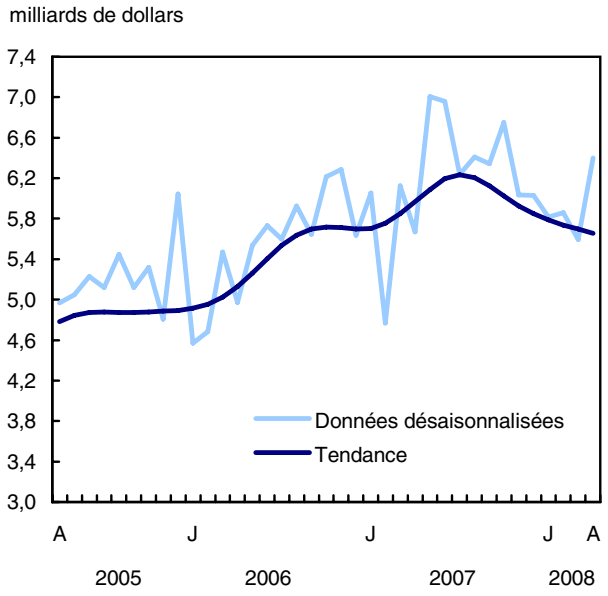
Permis de bâtir

Avril 2008

La valeur totale des permis de bâtir s'est fortement accrue en avril, les intentions de construction ayant augmenté dans toutes les provinces, ainsi que dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

Les entrepreneurs ont pris pour 6,4 milliards de dollars de permis en avril, en hausse de 14,5 % comparativement à mars. Il s'agit du montant le plus élevé observé depuis octobre 2007.

La valeur totale des permis augmente en avril



Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 13,4 % pour atteindre 4,0 milliards de dollars, soit la valeur la plus élevée enregistrée en six mois. L'augmentation s'est produite en raison de la forte progression de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a crû de 16,5 % pour atteindre 2,4 milliards de dollars, en raison des fortes intentions de construction commerciale.

Malgré le fait que les permis ont connu une hausse en avril, ceux-ci ont poursuivi une tendance à la baisse depuis l'été dernier.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa–Gatineau (partie Québec) et Ottawa–Gatineau (partie Ontario).

Secteur résidentiel : la construction multifamiliale fait bondir les intentions

La forte augmentation de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a fait bondir les intentions dans le secteur résidentiel en avril.

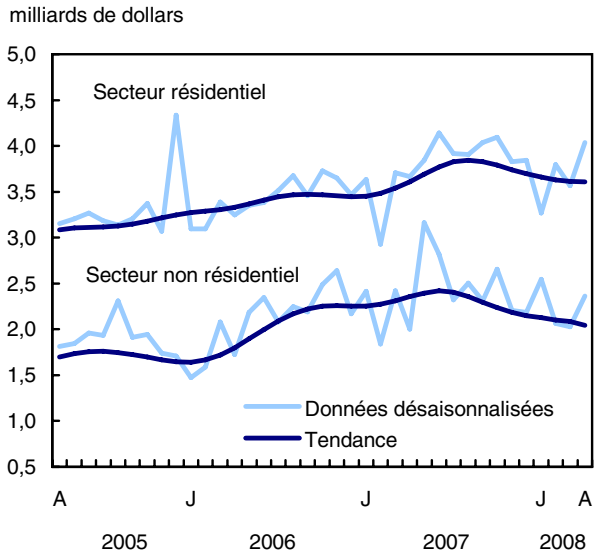
Les municipalités ont délivré pour 1,9 milliard de dollars de permis pour la construction multifamiliale, en hausse de 39,9 % comparativement à mars. Il s'agit du niveau le plus élevé observé depuis décembre 2005. Parallèlement, les permis de construction de logements unifamiliaux ont enregistré une baisse de 2,4 %.

Le nombre de logements multifamiliaux approuvés a augmenté de 19,1 %, tandis que le nombre de logements unifamiliaux a diminué de 0,6 %.

Cela une correspond à une tendance générale observée depuis cinq ans. Autrement dit, la demande porte de moins en moins sur les logements unifamiliaux

plus coûteux et de plus en plus sur les logements multifamiliaux plus abordables.

Les permis résidentiels et non résidentiels progressent



Secteur non résidentiel : forte progression dans la composante commerciale

Les intentions ont crû dans les trois composantes du secteur non résidentiel en avril, surtout dans la composante commerciale.

La valeur des permis de construction commerciale a augmenté de 20,2 % pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Encore une fois, il s'agit de la valeur la plus élevée notée depuis octobre 2007. La progression a été principalement attribuable à l'augmentation des intentions de construction pour les hôtels et les magasins de détail.

La valeur des permis de construction industrielle s'est accrue de 6,7 % pour atteindre 335 millions de dollars après avoir enregistré une baisse de 22,9 % en mars. Ce résultat s'explique principalement par l'augmentation des permis pour les usines du secteur de la fabrication et du secteur primaire, surtout en Alberta.

Dans la composante institutionnelle, les entrepreneurs ont pris pour 524 millions de dollars de permis, en hausse de 13,0 %. Cette progression a faite suite à deux baisses mensuelles consécutives et a été attribuable à l'augmentation des projets pour les établissements à vocation médicale.

Le secteur non résidentiel a encore été avantagé par le faible taux d'inoccupation des immeubles de bureaux ainsi que par la vigueur du secteur du commerce de détail, malgré une baisse des bénéfices des sociétés.

Les permis augmentent dans toutes les provinces

La valeur des permis de bâtir a augmenté dans toutes les provinces en avril, particulièrement en Ontario, en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec, lesquelles ont toutes affiché des hausses d'au moins 10 %.

La croissance la plus marquée (en dollars) s'est produite en Ontario (+12,5 %, pour atteindre 2,4 milliards de dollars), dans le sillage d'une hausse de 50,3 % de la valeur des intentions de construction de logements multifamiliaux. Ces intentions ont ainsi atteint leur deuxième sommet en importance.

L'Alberta (+11,7 %) et le Québec (+11,0 %) ont également enregistré une hausse appréciable. Dans les deux provinces, la progression s'est produite dans les composantes à la fois résidentielle et non résidentielle. L'augmentation en Alberta a fait suite à de faibles intentions de construction en mars.

Les intentions ont crû de 13,5 % en Colombie-Britannique, grâce à la composante commerciale.

La valeur des permis en Saskatchewan a atteint un sommet de 229 millions de dollars en avril, alimentée par les excellents résultats constatés dans les deux composantes. Cette valeur est 6,4 % supérieure à l'ancien sommet sans précédent observé en décembre 2007.

Un sommet a également été atteint pour ce qui est de la valeur des permis de construction résidentielle à l'Île-du-Prince-Édouard.

La demande pour les logements multifamiliaux est forte à Toronto

Parmi les 34 régions métropolitaines de recensement, 24 ont enregistré une progression de la valeur des permis de bâtir en avril.

L'augmentation la plus prononcée (en dollars) a été enregistrée à Toronto, où l'accroissement des permis de construction de logements multifamiliaux a largement effacé la baisse des intentions pour des logements unifamiliaux. Les municipalités ont approuvé la construction de 3 716 logements au total à Toronto en avril, soit le nombre le plus élevé observé en quatre mois. Un peu plus des trois quarts étaient des logements multifamiliaux, leur valeur ayant été la deuxième en importance depuis décembre 2005.

Par ailleurs, la valeur totale des permis à Hamilton a diminué en avril, en raison d'une forte baisse dans le secteur résidentiel à la suite d'un sommet mensuel affiché en mars.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro d'avril 2008 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de mai sera diffusé le 7 juillet.

Pour commander des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement[1]

	Décembre 2007	Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008[r]	Avril 2008[p]	Mars à avril 2008
	Données désaisonnalisées					
	millions de dollars					variation en %
St. John's	38,8	25,2	48,6	32,3	46,3	43,3
Halifax	28,3	37,8	45,1	54,3	79,9	47,2
Moncton	12,7	22,3	8,1	16,3	22,7	39,7
Saint John	15,1	12,4	15,4	15,8	16,6	4,9
Saguenay	3,3	4,8	8,4	22,5	20,5	-9,1
Québec	150,6	79,1	140,2	159,3	149,9	-5,9
Sherbrooke	11,2	23,7	27,6	51,3	33,5	-34,7
Trois-Rivières	19,0	23,8	15,3	15,4	31,5	104,5
Montréal	429,6	516,3	483,3	423,0	524,3	23,9
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	220,5	236,7	142,8	199,0	201,4	1,2
Ottawa–Gatineau (partie Québec)	68,4	31,5	25,9	48,7	42,6	-12,4
Ottawa–Gatineau (partie Ontario)	152,1	205,2	116,9	150,3	158,7	5,6
Kingston	10,3	6,0	8,1	18,6	32,9	76,9
Peterborough	11,1	3,0	2,0	13,4	17,9	33,4
Oshawa	74,6	58,1	38,2	69,4	84,8	22,3
Toronto	1 247,9	1 277,7	875,6	1 014,8	1 256,5	23,8
Hamilton	60,0	96,2	242,9	205,6	122,1	-40,6
St. Catharines–Niagara	38,4	42,9	22,9	33,5	32,0	-4,4
Kitchener	138,4	60,6	42,6	143,9	102,1	-29,0
Brantford	6,2	12,9	7,5	14,4	7,3	-49,3
Guelph	13,5	25,2	32,9	12,7	18,6	46,5
London	54,3	151,1	100,4	40,4	69,3	71,6
Windsor	71,6	14,7	9,6	12,1	29,7	144,5
Barrie	113,5	21,9	63,2	21,6	44,0	103,7
Grand Sudbury	10,9	26,4	11,8	12,9	30,3	134,5
Thunder Bay	3,6	5,6	1,8	9,6	25,8	167,8
Winnipeg	65,2	71,2	71,5	74,0	88,4	19,4
Regina	26,1	21,2	29,9	51,1	28,6	-44,0
Saskatoon	135,9	53,7	39,3	42,0	107,4	155,7
Calgary	487,8	419,4	608,1	331,6	429,6	29,6
Edmonton	205,7	340,7	312,9	243,9	262,4	7,6
Kelowna	102,4	74,9	83,7	63,4	65,9	4,0
Abbotsford	28,7	45,1	22,3	43,8	70,1	60,1
Vancouver	578,0	425,2	443,6	474,1	549,8	15,9
Victoria	33,1	54,1	74,2	72,6	57,7	-20,6

[r] *révisé*
[p] *provisoire*
1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Décembre 2007	Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008[r]	Avril 2008[p]	Mars à avril 2008
	Données désaisonnalisées					
	millions de dollars					variation en %
Canada	**6 028,8**	**5 815,2**	**5 860,6**	**5 591,4**	**6 401,0**	**14,5**
Résidentiel	**3 845,9**	**3 268,6**	**3 794,1**	**3 563,8**	**4 039,7**	**13,4**
Non résidentiel	**2 182,9**	**2 546,6**	**2 066,5**	**2 027,6**	**2 361,3**	**16,5**
Terre-Neuve-et-Labrador	100,5	44,5	63,9	51,4	67,4	31,3
Résidentiel	33,9	38,1	58,3	43,1	42,0	-2,6
Non résidentiel	66,5	6,4	5,6	8,2	25,4	208,5
Île-du-Prince-Édouard	12,3	8,5	10,6	15,8	20,6	30,3
Résidentiel	7,1	4,9	7,3	8,6	18,5	114,7
Non résidentiel	5,2	3,6	3,3	7,2	2,1	-71,0
Nouvelle-Écosse	73,4	77,1	91,1	98,2	130,3	32,7
Résidentiel	51,3	66,8	78,6	62,2	59,5	-4,4
Non résidentiel	22,1	10,3	12,5	35,9	70,8	97,0
Nouveau-Brunswick	50,4	65,1	58,4	58,3	72,2	24,0
Résidentiel	40,0	38,8	40,4	32,5	53,6	64,8
Non résidentiel	10,4	26,3	18,0	25,8	18,7	-27,6
Québec	970,4	981,2	973,0	1 002,5	1 112,8	11,0
Résidentiel	704,2	677,0	707,1	652,0	715,9	9,8
Non résidentiel	266,2	304,1	266,0	350,5	396,9	13,2
Ontario	2 302,1	2 422,0	1 998,8	2 135,0	2 403,0	12,5
Résidentiel	1 487,7	1 055,9	1 247,0	1 392,1	1 606,6	15,4
Non résidentiel	814,4	1 366,1	751,8	742,9	796,4	7,2
Manitoba	97,6	111,5	123,8	116,9	140,4	20,1
Résidentiel	70,6	87,6	84,5	93,1	87,4	-6,1
Non résidentiel	27,0	23,8	39,3	23,8	53,0	123,1
Saskatchewan	214,7	115,9	112,3	147,4	228,5	55,0
Résidentiel	95,7	79,1	84,6	94,3	110,9	17,6
Non résidentiel	119,0	36,8	27,7	53,1	117,6	121,5
Alberta	1 136,8	1 173,3	1 485,3	993,3	1 109,2	11,7
Résidentiel	606,2	566,7	736,1	512,6	607,5	18,5
Non résidentiel	530,6	606,6	749,2	480,7	501,7	4,4
Colombie-Britannique	1 050,5	814,1	939,1	949,6	1 078,3	13,5
Résidentiel	738,2	652,1	746,3	669,3	700,3	4,6
Non résidentiel	312,4	162,0	192,7	280,3	378,0	34,8
Yukon	10,3	1,9	3,5	4,6	2,2	-52,3
Résidentiel	9,5	1,4	3,2	3,7	1,9	-48,1
Non résidentiel	0,8	0,5	0,3	0,9	0,3	-69,9
Territoires du Nord-Ouest	9,8	0,2	0,9	18,1	1,0	-94,3
Résidentiel	1,3	0,1	0,8	0,1	0,8	633,6
Non résidentiel	8,5	0,1	0,1	18,0	0,2	-98,9
Nunavut	0,0	0,0	0,0	0,3	35,2	10 241,8
Résidentiel	0,0	0,0	0,0	0,0	34,8	...
Non résidentiel	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	2,9

[r] *révisé*
[p] *provisoire*
... *n'ayant pas lieu de figurer*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

Enquête sur les véhicules au Canada

Octobre à décembre 2007

Les véhicules immatriculés au Canada ont parcouru un nombre estimatif de 80,5 milliards de kilomètres au cours du quatrième trimestre de 2007, en légère baisse par rapport au même trimestre de 2006. Bien que le nombre de kilomètres parcourus ait affiché une diminution par rapport à l'année précédente, il a néanmoins été le troisième plus élevé pour un quatrième trimestre jamais enregistré dans le cadre de l'enquête. Le prix de l'essence et les conditions météorologiques ont probablement joué un rôle dans les habitudes de conduite de véhicules. Le prix de l'essence était plus élevé par rapport à l'année précédente, tandis que les conditions météorologiques ont été plus rigoureuses dans une grande partie du Canada en décembre.

Au Canada, les véhicules légers (pesant 4,5 tonnes et moins) ont parcouru chacun 3 765 kilomètres en moyenne pendant le trimestre. Il s'agit de la deuxième moyenne la plus faible jamais enregistrée pour un quatrième trimestre dans le cadre de l'enquête. La moyenne a diminué, puisque la réduction du nombre de kilomètres parcourus a été accompagnée d'une hausse du nombre de véhicules visés par l'enquête par rapport à l'année précédente.

La proportion de kilomètres parcourus attribuée à des véhicules plus neufs a été la plus élevée observée depuis le quatrième trimestre de 2004. Les véhicules de moins de trois ans ont représenté 29 % de tous les kilomètres parcourus. Au cours des dernières années, le pays a connu des ventes annuelles de véhicules neufs quasi record.

Pour la première fois depuis au moins les quatre trimestres précédents, le rendement énergétique des véhicules légers à essence s'est détérioré au quatrième trimestre de 2007 comparativement à l'année précédente. La consommation de carburant de ces véhicules s'est établie à 11,4 litres par 100 kilomètres au quatrième trimestre de 2007.

Nota : L'Enquête sur les véhicules au Canada mesure l'activité de tous les véhicules routiers immatriculés au Canada à l'exception de certains véhicules comme les autobus, les motocyclettes, les engins de chantier et le matériel d'entretien routier.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 405-0005 à 405-0020, 405-0026 à 405-0036, 405-0039 à 405-0042, 405-0044 à 405-0046, 405-0053, 405-0054, 405-0099 et 405-0101 à 405-0110.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2749.

Le numéro d'octobre à décembre 2007 de la publication *Enquête sur les véhicules au Canada* (53F0004XWF, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Réjean Doiron au 613-951-5680 (*rejean.doiron@statcan.ca*) ou avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (*statistiquesdutransport@statcan.ca*), Division des transports. ■

Enquête sur les industries de services : divertissement et loisirs

2006

Le secteur du golf et des country clubs a enregistré en 2006 la plus forte augmentation des revenus d'exploitation parmi toutes les industries du divertissement et des loisirs, selon les nouvelles estimations de l'Enquête sur les industries de services : divertissement et loisirs.

En 2006, les revenus d'exploitation du secteur du golf et des country clubs se sont accrus de 5,8 %, ce qui représentait le tiers du total de 7,1 milliards de dollars de revenus d'exploitation générés par les entreprises classées dans l'industrie du divertissement et des loisirs.

Ces résultats proviennent d'une nouvelle série de données qui portent sur les terrains de golf et les country clubs, les centres de ski, les centres de conditionnement physique et de sports récréatifs, les parcs d'attractions et les salles de jeux électroniques, ainsi que sur toutes les autres industries de divertissement, à l'exclusion des jeux de hasard.

Les centres de conditionnement physique et de sports récréatifs ont enregistré des revenus d'exploitation d'environ 1,7 milliard de dollars, en hausse de 5,2 %, tandis que les centres de ski ont vu leurs revenus d'exploitation progresser de 4,5 % pour se chiffrer à environ 0,9 milliard de dollars.

Le secteur des parcs d'attractions et des salles de jeux électroniques a affiché la marge bénéficiaire la plus élevée (10,8 %).

Les centres de ski n'étaient pas loin derrière au deuxième rang (marge bénéficiaire de 10,6 %), suivis du secteur englobant tous les autres services de divertissement et de loisirs (6,1 %), et du secteur du golf et des country clubs (4,9 %). Comparativement à 2005, les marges bénéficiaires sont demeurées relativement stables pour ces secteurs.

Nota : Auparavant, l'Enquête annuelle sur le secteur des arts, des spectacles et des loisirs portait sur les activités associées aux divertissements et aux loisirs ainsi qu'aux sports-spectacles, aux promoteurs d'événements, aux agents, aux artistes et aux industries connexes. À compter de l'année de référence 2006, ces entreprises ont été séparées en deux enquêtes, soit l'Enquête annuelle sur les industries de service : divertissement et loisirs, ainsi que l'Enquête annuelle sur les industries de service : sports-spectacles, promoteurs d'événements, artistes et industries connexes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 361-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2425.

Il est maintenant possible de consulter les résultats de l'Enquête sur les industries de services : divertissement et loisirs de 2006. Ces données fournissent des renseignements sur les revenus d'exploitation, les dépenses d'exploitation, les salaires et les traitements ainsi que les marges bénéficiaires de l'industrie.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Konstantine Anastasopoulos au 613-951-8354 (*konstantine.anastasopoulos@statcan.ca*) ou avec Gilles Beaudry au 613-951-5646 (*gilles.beaudry@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696.

Statistiques financières choisies pour les établissements de divertissement et de loisirs[1]

	Revenus d'exploitation		Dépenses d'exploitation		Salaires, traitements et avantages sociaux		Marge bénéficiaire d'exploitation	
	2005[r]	2006	2005[r]	2006	2005[r]	2006	2005[r]	2006
	millions de dollars						en %	
Parcs d'attractions et salles de jeux électroniques	F	441,2	F	393,5	F	127,5	F	10,8
Terrains de golf et country clubs	2 235,5	2 365,6	2 089,9	2 249,5	829,2	850,1	6,5	4,9
Centres de ski	838,5	876,2	745,4	783,1	291,8	293,1	11,1	10,6
Centres de conditionnement physique et de sports récréatifs	1 583,3	1 665,8	1 543,6	1 632,2	602,7	610,3	2,5	2,0
Tous les autres services de divertissement et de loisirs, excluant les jeux de hasard et loteries	1 787,0	1 776,2	1 683,2	1 668,5	447,4	440,5	5,8	6,1

r révisé
F trop peu fiable pour être publié
1. Les estimations pour 2006 sont provisoires et sujettes à être révisées.
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

Location, location à bail et gestion de biens immobiliers

2006

L'expansion des industries de la location, de la location à bail et de la gestion des biens immobiliers s'est poursuivie en 2006. Le total des revenus d'exploitation combinés de ces industries a augmenté de 5,7 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 55,6 milliards de dollars. Cette croissance a été principalement attribuable à la conjoncture économique favorable ainsi qu'à la vigueur du marché immobilier.

Le total des dépenses d'exploitation, toutes industries confondues, a crû de 6,7 % en 2006 pour s'établir à 43,7 milliards de dollars. La marge bénéficiaire de ces industries est demeurée élevée, soit à 21,5 %.

Le segment le plus important de ces industries était le secteur non résidentiel (50 %), suivi du secteur résidentiel (42 %) et des services de gestion des biens immobiliers (8 %).

La croissance des revenus s'est manifestée partout au Canada. Les parts provinciales sont restées pratiquement inchangées par rapport à l'année précédente, sauf en Alberta et en Colombie-Britannique,

lesquelles ont affiché une légère augmentation. L'Ontario, qui est la province la plus peuplée, a continué de dominer le marché, suivi du Québec.

Il est maintenant possible de consulter les données de 2006 sur les industries de la location, de la location à bail et de la gestion des biens immobiliers. Les données portent sur les revenus d'exploitation, les dépenses d'exploitation, les salaires et les traitements, ainsi que sur les bénéfices avant impôt pour les provinces et les territoires. Ces industries comprennent les bailleurs d'immeubles résidentiels (sauf les logements sociaux), les bailleurs d'immeubles non résidentiels, ainsi que les gestionnaires des biens immobiliers.

Données stockées dans CANSIM : tableau 352-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4705.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Adib Farhat au 613-951-6306 (*adib.farhat@statcan.ca*), Division des industries de service. ■

Enquête sur le milieu de travail et les employés

2005

Il est maintenant possible de consulter les données de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE) de 2005. Ces données offrent des renseignements détaillés sur les milieux de travail et les employés qui y travaillent.

Les dernières données provenant de l'EMTE seront publiées cet automne. Cette diffusion comprendra les données de 2006, lesquelles traiteront uniquement de la composante de l'enquête portant sur le milieu de travail, étant donné que la composante relative aux employés n'a pas fait partie de l'enquête cette année-là.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2615.

La dernière édition de la publication *Enquête sur le milieu de travail et les employés : compendium* (71-585-XIF, gratuite) paraîtra bientôt. Ce recueil examine certains des changements survenus dans les milieux de travail canadiens et chez leurs employés au cours de la période allant de 1999 à 2005.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Yves Decady au 613-951-4090 (*travail@statcan.ca*), Division de la statistique du travail. Télécopieur : 613-951-2869. ■

Nouveaux produits

Enquête sur les véhicules au Canada : trimestrielle, octobre à décembre 2007
Numéro au catalogue : 53F0004XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le Quotidien
Statistique Canada

Communiqués

Nouveaux produits

Profils du Recensement de 2006

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.